

Le Collectif Rrom des associations de l'agglomération lyonnaise

Alpil (Action Locale Pour l'Insertion par le Logement), Arts et Développement, A.S.E.T. 69 (Association pour la scolarisation des enfants tsiganes), ATD-Quart-Monde Rhône-Alpes, C.L.A.S.S.E.S. (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien aux enfants des squats), Écologie-Solidarité-Citoyenneté Tassin la Demi-Lune, GREF (Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontières), Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde-Lyon, Médiation et accompagnement des demandeurs d'asile, la Pastorale des Gens du voyage, RESF (Réseau Education sans Frontières)-Lyon, Resovigi.

Evacuation du squat de la rue Cluzan : une mesure qui ne règle rien !

Ce matin 3 mars 2009 à 7 heures, rue Cluzan, dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon, les forces de l'ordre ont fait évacuer un immeuble squatté depuis plusieurs mois par des familles roms.

Si les squats, des lieux souvent sordides et souvent dangereux, ne sont évidemment pas la solution pour l'hébergement de ces populations, le Collectif s'élève à nouveau contre ce type d'évacuation (la 22ème en 5 ans dans l'agglomération lyonnaise!) qui ne résout aucun problème, jette à la rue des familles entières, comme ce fut le cas des précédentes évacuations de squats et de bidonvilles, et ne sert qu'à créer de nouveaux squats, qui, à leur tour, seront également évacués., avant que d'autres se créent etc. etc.

Ce tourbillon inhumain, auquel sont soumises les familles, certaines depuis des années, doit cesser. En trouvant des solution de logement correctes et durables. En ouvrant l'ensemble des métiers aux ressortissants roumains et bulgares. En permettant à ces populations discriminées d'accéder à la vie digne et stable à laquelle elles aspirent.

Nous en appelons donc une nouvelle fois aux autorités civiles, Préfecture du Rhône, Grand Lyon, Mairies de l'agglomération, Conseil général du Rhône , pour que des solutions, qui existent ailleurs (Nantes, Montreuil, Aubervilliers, Tours, Lieusaint, entre autres), puissent enfin être mises en œuvre.

Lyon le 3 mars 2009

Pour le Collectif :

Alain VEYSSET

04 78 34 33 36